


PREFECTURE DE LA MOSELLE

Direction des Libertés Publiques

Bureau de l'utilité publique et de l'environnement

Affaire suivie par Sylvie INGOLD
☎ 03.87.34.88.98
📠 03.87.34.85.15
✉ sylvie.ingold@moselle.pref.gouv.fr

POUR COTÉ CONFÉRENCE
Pour le Préfet
Le Préfet de la Moselle

Laurent VAGNER

Arrêté

n° 2010-DLP/BUPE- 128
du 30 MARS 2010

mettant en demeure la société
ARCELORMITTAL Atlantique et Lorraine de
respecter les prescriptions de l'arrêté
préfectoral n° 2007-DEDD/IC-401 du 7
novembre 2007 prescrivant l'étude et la mise
en dépoussiérage secondaire sur l'aciérie de
SEREMANGE-ERZANGE.

LE PREFET DE LA REGION LORRAINE
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE EST
PREFET DE LA MOSELLE
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

Vu les titres 1 des livres V des parties législative et réglementaire du Code de l'environnement, notamment l'article L 514-1 ;

Vu l'arrêté préfectoral DCTAJ-2010-34 en date du 1^{er} mars 2010 portant délégation de signature en faveur de Monsieur Jean-Francis TREFFEL, Secrétaire Général de la préfecture de la Moselle ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 99-AG/2-68 du 23 mars 1999 autorisant la société SOLLAC à poursuivre l'exploitation, sur les communes de SEREMANGE-ERZANGE et HAYANGE, d'une aciérie à oxygène, d'un atelier de coulée continue et de tous les équipements annexes nécessaires à la production ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2007-DEDD/IC-401 du 7 novembre 2007 prescrivant l'étude et la mise en place d'un dépoussiérage secondaire sur l'aciérie de SEREMANGE-ERZANGE,

Vu le courrier de la société ARCELORMITTAL Atlantique et Lorraine en date du 4 novembre 2009 adressé au Préfet sollicitant le report d'un an du délai imposé par l'arrêté préfectoral du 7 novembre 2007 ;

Vu le rapport de l'Inspection des Installations Classées du 11 mars 2010 ;

Considérant l'absence de système de captage et de dépoussiérage secondaire opérationnel au niveau des convertisseurs de l'aciérie de SEREMANGE-ERZANGE à la date du 1^{er} janvier 2010 ;

Considérant que d'après les éléments fournis par la société ARCELORMITTAL Atlantique et Lorraine, le planning le plus serré permet d'envisager un démarrage du dépoussiérage secondaire pour fin 2010 ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle ;

Arrête

Article 1 :

L'exploitant est mis en demeure de respecter les prescriptions fixées à l'article 1 de l'arrêté préfectoral n°2007-DEDD/IC-401 du 7 novembre 2007 prescrivant l'étude et la mise en place d'un dépoussiérage secondaire sur l'aciérie de SEREMANGE-ERZANGE.

Les solutions retenues seront opérationnelles pour le 31 décembre 2010.

Article 2 : Infractions aux dispositions de l'arrêté

En cas de non-respect du présent arrêté, indépendamment des poursuites pénales qui pourront être exercées, des mesures et sanctions administratives pourront être prises conformément aux dispositions du code de l'environnement.

Article 3 : Délais et voies de recours

En vertu de l'article L514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où elle lui a été notifiée ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L511-1 du code de l'environnement, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage de l'acte, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période deux années suivant la mise en activité de l'installation.

Article 4 : Exécution

Le Secrétaire Général de la préfecture de la Moselle,
Le Sous-préfet de THIONVILLE,
Les inspecteurs des installations classées,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Une copie du présent arrêté est transmise, pour information, aux maires des communes où est implantée l'entreprise.

Le Préfet,
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général



Jean-Francis TREFFEL